Au Venezuela, l'armée détient la clé de la crise politique – Positionnements à l'international

samedi 26 janvier 2019, par DELCAS Marie (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2019).

Après que l'opposant Juan Guaido s'est déclaré chef de l'Etat « par intérim », le général Padrino a redit sa loyauté au « président légitime », Nicolas Maduro.

Sommaire

- Au Venezuela, Juan Guaido
- A l'international qui soutient

C'est entouré du haut commandement militaire que le ministre de la défense vénézuélien, le général Vladimir Padrino, est apparu à la télévision, jeudi 24 janvier, pour réaffirmer sa loyauté au « président légitime » du pays, Nicolas Maduro. La veille, à l'occasion d'une manifestation de l'opposition, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaido, 35 ans, s'était proclamé « président par intérim ». Le général Padrino a dénoncé une « tentative d'instaurer un gouvernement de facto au Venezuela ».

« Nous serions indignes de porter l'uniforme si nous ne défendions pas la Constitution, notre indépendance et notre souveraineté. Nous avons promis de mourir pour la patrie et nous allons le faire », a précisé le ministre, ajoutant : « Nous remercions la volonté des gouvernements qui veulent favoriser une solution constitutionnelle. C'est sur elle que nous misons. »

Personne ne doute que le coup de force du jeune député a reçu l'accord, voire l'appui, de Washington. La question de savoir si l'opposition a concerté son action avec les militaires vénézuéliens se pose. « Sans appui de la force armée sur la scène intérieure, la transition est partie pour durer », considère le politologue Luis Vicente Leon.

« Le diable rôde dans les casernes »

Le président autoproclamé a été immédiatement reconnu légitime par le gouvernement de Donald Trump et le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, l'Uruguayen Luis Almagro. Mais seuls 16 des 32 pays de l'organisation ont reconnu la légitimité de M. Guaido au cours d'une session d'urgence, jeudi.

Washington ne cache pas son désir d'en finir avec le gouvernement de Nicolas Maduro. Jeudi, interrogé sur ses intentions au Venezuela, le président Trump a répondu : « Nous n'avons rien décidé, toutes les options sont sur la table. » Il avait déjà usé de la formule l'an passé. Mais une intervention militaire américaine ne semble pas à l'ordre du jour. Les Américains envisagent de renforcer les sanctions économiques. Le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, a indiqué que le gouvernement américain étudie comment « déconnecter le régime illégitime de Nicolas Maduro de ses sources de revenus ».

Depuis des années, l'opposition guette le moindre signe de fissure au sein des forces armées. Jeudi, celles-ci semblaient encore faire bloc. Mais depuis plusieurs mois, l'exécutif multiplie les appels à l'unité et à la discipline des militaires. « Les soldats sont choyés par le pouvoir, mais leurs familles souffrent les conséquences de la crise, des pénuries d'aliments et de médicaments, de l'insécurité, comme toutes les familles du pays », résume Rocio San Miguel, présidente de Control Ciudadano. Selon ce petit centre d'étude des questions militaires, plus de 4 000 gardes nationaux ont déserté en 2018, las de leurs mauvaises conditions de vie.

A la tête de l'institution militaire, le général Padrino veut se montrer serein. Mais il a admis que « le diable rôde dans les casernes ». Lundi, une poignée de militaires se sont soulevés dans une caserne de la garde nationale de Caracas, en appelant le peuple à méconnaître l'autorité de M. Maduro. La rébellion a été étouffée dans l'œuf, 27 militaires ont été détenus.

Défilés soignés

« Le nombre de militaires aujourd'hui sous les verrous est un des indicateurs du mécontentement qui règne au sein des forces armées », considère Inti Rodriguez, de l'organisation de défense des droits de l'homme Provea, à Caracas. Il rappelle que deux généraux ont été incarcérés à la suite de l'attentat au drone piégé qui a visé Nicolas Maduro le 4 août 2018. Selon Control Ciudadano, plus de 180 militaires ont été mis sous les verrous en 2018, beaucoup d'entre eux pour « trahison à la patrie » ou « rébellion ».
Selon le témoignage de Cristian Hernandez, un ancien lieutenant vénézuélien établi au Pérou et cité par le quotidien El Comercio, « les services de renseignement – contrôlés par les Cubains – sont remarquablement efficaces et capables d'empêcher toute tentative d'insubordination au sein de l'armée ».

Mais l'« alliance civico-militaire » chère à Hugo Chavez semble tenir le coup. Militaire de carrière, M. Chavez avait tenté et raté un putsch en 1992. Elu président six ans plus tard, il n'a ménagé ni son temps, ni ses efforts ni ses défilés pour s'assurer de la loyauté de l'armée une fois au pouvoir. Depuis vingt ans, le discours officiel glorifie au quotidien le rôle des militaires dans l'histoire et le présent du pays.

Le président Maduro a suivi l'exemple. « Plus le chef de l'Etat perd en popularité, plus il fait de la place et lâche la bride à ses généraux qui se remplissent les poches », résume l'économiste Pedro Gutierrez. Le tiers des gouverneurs du pays proviennent du monde militaire. Et sur 32 ministres, 9 sont des généraux. Ils contrôlent, outre la défense, l'intérieur, l'agriculture et l'alimentation.

« Mais les ministères ne rapportent plus comme avant, souligne Rocio San Miguel. Les militaires préfèrent maintenant le business. » Les généraux contrôlent une banque publique, les importations et la distribution d'aliments, la production de pétrole et l'exploitation – via une compagnie publique – des gigantesques richesses minières de l'arc minier de l'Orénoque. Le Venezuela y exploite entre autres, dans l'opacité la plus totale, ses gigantesques réserves d'or.

Dès son investiture, Juan Guaido a présenté un projet de « loi d'amnistie » qui promet l'impunité aux militaires disposés à lâcher le pouvoir et à accompagner la transition politique voulue par l'opposition. « La stratégie engagée est de rendre coûteuse leur loyauté sur le long terme et de faciliter leur retournement à court terme », résume la professeure de sciences politiques Elsa Cardozo.

« Armée, nous te serrons la main »

Juan Guaido a choisi le ton du dialogue : « A toute la force armée, nous lançons un message clair :

depuis le Parlement, nous te serrons la main et nous te demandons de te mettre aux côtés de la Constitution et du peuple. » En privé, un député d'opposition admet : « Jouer la division des forces armées est une carte dangereuse. Mais nous n'avons pas le choix. »

Evaluant mercredi soir les chances de succès du coup de force tenté par l'opposition pour renverser Nicolas Maduro, un diplomate de la région estimait que « si les forces armées ne bougent pas dans les quarante-huit heures, Nicolas Maduro aura probablement gagné la manche ». Vendredi matin à l'aube, elles n'avaient toujours pas bougé.

Marie Delcas

• Le Monde. Publié le 25 janvier 2019 à 10h20, mis à jour à 12h29 : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/25/au-venezuela-l-armee-detient-la-cle-de-la-crise-politique_5414291_3210.html

---

Au Venezuela, Juan Guaido, chef de l'opposition par hasard, « président » par effraction

Propulsé à la tête de l'Assemblée nationale le 5 janvier parce que son parti n'avait plus de chefs, le jeune dirigeant de 35 ans a multiplié les initiatives pour chasser le président Maduro.

Inconnu au bataillon médiatique il y a encore trois semaines, Juan Guaido a fait la « une » de la presse latino-américaine, jeudi 24 janvier. La veille, à Caracas, le tout nouveau président de l'Assemblée nationale vénézuélienne s'était autoproclamé président de la République par intérim « devant Dieu tout-puissant » et devant la foule des manifestants venue exiger le départ de l'actuel chef de l'Etat Nicolas Maduro.

A 35 ans, et sans être passé par les urnes, Juan Guaido est désormais « le président légitime » du pays pour les Américains et leurs alliés sud-américains. Pour M. Maduro, il est « un gamin qui joue à la politique », une « marionnette de l'empire », un « putschiste ». Le chef de l'Etat se targue, lui, d'avoir été élu et réélu. Mais, de par le monde, une soixante de pays contestent sa réélection et jugent illégitime son deuxième mandat, entamé le 10 janvier.

Propulsé sur le devant de la scène

Pour les opposants, le jeune député à la figure élancée et au verbe parfois hésitant est l'homme qui leur a rendu l'espoir. « Le soir du réveillon, nous étions complètement déprimés, racontait Victoria, 46 ans, qui est descendue dans la rue mercredi. Rien ni personne ne semblait capable de freiner la descente aux enfers du pays. Rien ni personne ne semblait capable de déloger le gouvernement de Nicolas Maduro. Aujourd'hui, nous nous sentons capables de tout. »

« Juan Guaido n'était pas sur le radar des médias », admet la journaliste Luz Mely Reyes. Personne n'avait pensé à ce député discret pour assurer la relève d'une opposition à bout de souffle dans un pays ravagé par la crise économique. Propulsé sur le devant de la scène politique par hasard, Juan Guaido a su séduire. La fonction a fait l'homme, et M. Guaido n'a cessé de gagner en assurance.

Le 5 janvier, il a été désigné à la tête de l'Assemblée nationale, parce que les partis d'opposition qui y sont majoritaires depuis 2015 ont convenu de faire tourner sa présidence. Sauf que son parti, Voluntad popular (VP, droite), dont le tour était venu, est aujourd'hui acéphale. Le leader de VP, Leopoldo Lopez, purge à domicile une peine de quatorze ans de prison. Le numéro deux du parti, Carlos Vecchio, a choisi de s'exiler pour échapper à la justice, étroitement contrôlée par le pouvoir. La troisième figure de VP, Freddy Guevara, s'est réfugié à l'ambassade du Chili en 2017.

Pavé au poing

Dès son investiture, M. Guaido a multiplié les initiatives. L'Assemblée nationale a déclaré le président Nicolas Maduro « usurpateur » et a planché sur une loi d'amnistie pour inciter les militaires à le lâcher. Ces mesures sont symboliques, les députés ayant été dépourvus de tout pouvoir. Mais, aux yeux de l'opposition et d'une partie de la communauté internationale, l'Assemblée est la seule institution « légitime » dans un Etat noyauté par les chavistes.

Juan Guaido est originaire de l'Etat de Vargas. Avec sa mère et ses six frères et sœurs, il a quitté la région après les inondations meurtrières de 1999. La famille s'est installée à Caracas. Au sein de la droite bien née, il fait figure d'homme simple. Ingénieur électrique de formation, il est entré en politique dans la rue, à l'occasion des manifestations étudiantes de 2007 contre Hugo Chavez.

Dix ans plus tard, en 2017, il est encore dans la rue lors des violentes manifestations contre le gouvernement de Nicolas Maduro. Pavé à la main, il a gagné ses galons d'opposant radical et peut se permettre aujourd'hui de se montrer conciliant. Jeudi, devant les caméras de la chaîne CNN, M. Guaido a évoqué la possibilité d'octroyer les bénéfices de la loi d'amnistie à Nicolas Maduro et son gouvernement.

« L'homme du moment »

Fabiana, son épouse de 26 ans au parler franc, contribue également à l'image du nouveau leader. Le 22 janvier, la jeune femme a adressé aux militaires de son pays un message vidéo pour leur demander de « remplir leur devoir » et de s'unir à la cause de la transition démocratique. Le couple a une petite fille de 20 mois.

Pour l'ancien diplomate Nicolas Rojas, « l'histoire nous dit que ces personnages qui surgissent d'un moment historique pour assurer la transition vers la démocratie ne durent pas forcément. Ce fut le cas d'Alfonso Suarez en Espagne. Peu importe que Guaido n'ait pas l'étoffe d'un grand chef d'Etat. Il est l'homme du moment ».

L'opposition n'en doute pas. Mais Juan Guaido n'a joué que la première manche d'une partie qui est loin d'être gagnée. Nicolas Maduro continue pour sa part de répéter qu'il n'envisage pas de démissionner.

Marie Delcas (Bogota, correspondante)

• Le Monde. Publié le 25 janvier 2019 à 06h44, mis à jour à 16h38 :
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/25/au-venezuela-juan-guaido-chef-de-l-opposition-par-hasard-president-par-effraction_5414195_3210.html

A l’international qui soutient Juan Guaido ? qui soutient Nicolas Maduro ?

La décision du chef du Parlement de s’autoproclamer président par « intérim » du pays, a provoqué des réactions contradictoires à l’international.

Saluée par certains, dénoncée par d’autres, embarrassante pour les troisièmes. La décision du chef du Parlement vénézuélien, Juan Guaido, de s’autoproclamer, mercredi 24 janvier, président par « intérim » du pays, a provoqué des réactions contradictoires à l’international.

Si le leader de l’opposition à Nicolas Maduro a reçu immédiatement le soutien des Etats-Unis et de nombreux pays d’Amérique latine, le dirigeant chaviste peut, lui, compter sur l’appui de ses alliés traditionnels, notamment la Chine et la Russie.

Les soutiens à Juan Guaido

« Aujourd’hui, je reconnais officiellement le président de l’Assemblée nationale vénézuélienne, Juan Guaido, comme président par intérim du Venezuela », a ainsi affirmé le président des Etats-Unis Donald Trump, presque immédiatement après la déclaration de M. Guaido.

Une décision imitée par le Brésil, mais aussi par le Canada, la Colombie, l’Argentine, le Chili, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, Panama, le Paraguay et le Pérou, membres du « groupe de Lima », qui a été créé en 2017 pour promouvoir une sortie pacifique de la crise au Venezuela.

« Nous sommes convaincus que le mal nommé “président” Maduro fait partie du problème et non de la solution », a ainsi réagi le président chilien Sebastian Pinera. « Nous voulons que les Vénézuéliens retrouvent la démocratie », a abondé le ministre des affaires étrangères argentin Jorge Faurie.

« Nous appuyons son engagement à conduire le Venezuela à des élections présidentielles libres et équitables », a écrit la cheffe de la diplomatie canadienne Chrystia Freeland à propos de Juan Guaido.

Jeudi, le secrétaire d’Etat Mike Pompeo a appelé l’Organisation des Etats américains (OEA) à reconnaître Juan Guaido comme « président par intérim », sans toutefois obtenir l’unanimité des 34 pays membres actifs de cette institution.

« Le temps du débat est terminé. Le régime de l’ancien président Nicolas Maduro est illégitime. Son régime est en état de faillite morale, incompétent en matière économique et profondément corrompu et non démocratique », a martelé le chef de la diplomatie américaine.

« Tous les Etats membres de l’OEA doivent prendre le parti de la démocratie et du respect de l’Etat de droit », a-t-il argué. Luis Almagro, secrétaire général de l’OEA, avait félicité mercredi Juan Guaido, mais en son nom propre.

Les soutiens à Nicolas Maduro

Sur le continent, le Mexique, la Bolivie et Cuba ont, eux, maintenu leur soutien à Nicolas Maduro. en marge de la réunion de l’OEA, jeudi, le représentant mexicain, Jorge Lomonaco, a ainsi demandé que soit précisé le « statut juridique » de Juan Guaido.

« Conformément à ses principes constitutionnels de non-ingérence (…), le Mexique ne participera pas au processus consistant à ne plus reconnaître le gouvernement d’un pays avec lequel il maintient des relations diplomatiques », avait ainsi expliqué le ministère des affaires étrangères.

« Notre soutien et solidarité au président Nicolas Maduro devant les tentatives impérialistes pour discréditer et déstabiliser la Révolution bolivarienne », avait, de son côté, écrit sur Twitter le président cubain Miguel Diaz-Canel. Son chef de la diplomatie, Bruno Rodriguez, avait lui clairement dénoncé une « tentative de coup d'Etat ».

Un sentiment partagé par le chef de l'Etat bolivien, qui a estimé sur Twitter : « Nous désignons les États-Unis comme coupables d'avoir promu un coup d'Etat et un affrontement fratricide entre Vénézuéliens. En démocratie, ce sont les peuples libres qui élisent leur président, pas l'empire. »

Lors d'un entretien téléphonique avec M. Maduro le président russe Vladimir Poutine, a quant à lui, « exprimé son soutien aux autorités légitimes du Venezuela dans les conditions de l'aggravation d'une crise politique, provoquée de l'extérieur ». « Frère Maduro, garde la tête haute, la Turquie se tient à vos côtés », a affirmé le président turc Recep Tayyip Erdogan à son homologue vénézuélien lors d'un appel avec le dirigeant chaviste.

« La Chine a toujours appliqué le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et est opposée aux ingérences extérieures dans les affaires du Venezuela », a, réagi de son côté Pékin.

Maduro jugé illégitime, mais Guaido pas reconnu

C'est en Europe que la tentative de renversement de Nicolas Maduro semble avoir causé le plus d'embarras, les responsables politiques plaidant en faveur de l'instauration d'un processus démocratique, sans officiellement adouber M. Guaido.

« L'UE appelle à l'ouverture immédiate d'un processus politique débouchant sur des élections libres et crédibles », a ainsi fait valoir la Haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini. « Contrairement à Maduro, l'Assemblée parlementaire, y compris Juan Guaido, a un mandat démocratique des citoyens vénézuéliens », a tweeté le président du Conseil européen, Donald Tusk, dont la réaction figure parmi les plus tranchées sur le Vieux continent.

« Après l'élection illégitime de Nicolas Maduro en mai 2018, l'Europe soutient la restauration de la démocratie. Je salue le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté », a écrit le président de la République française Emmanuel Macron sur le même réseau social. Pour le ministre des affaires étrangères britannique, Jeremy Hunt, Nicolas Maduro « n'est pas le dirigeant légitime du Venezuela ». Sans reconnaître officiellement M. Guaido comme dirigeant officiel, il a néanmoins estimé qu'il était « la bonne personne pour faire avancer le pays ».

L'Allemagne a appelé à la tenue de nouvelles élections libres et a dit soutenir l'Assemblée contrôlée par l'opposition, sans aller toutefois jusqu'à reconnaître M. Guaido. « Concernant le Venezuela, nous ne sommes pas neutres. Nous soutenons l'Assemblée nationale, qui est élue par le peuple. Maduro n'a aucune légitimité démocratique comme président », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, sur Twitter.

« Nous devons éviter que les choses empirent et ceci exige sans aucun doute un processus d'intervention pour garantir l'unique sortie possible que sont des élections », a affirmé le chef de la diplomatie espagnole Josep Borrell. « Pour résoudre la crise politique, le gouvernement doit prendre l'initiative d'un processus politique dont l'objectif est une élection libre et crédible », a déclaré la ministre des affaires étrangères norvégienne Ine Eriksen Søreide.

« Nous espérons que le dialogue soit possible pour éviter une escalade menant à un conflit qui serait un désastre pour la population du pays et pour la région », a fait valoir de son côté le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. « Nous souhaitons qu'il y ait une solution pacifique », a

insisté la Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet. De son côté, le pape François « soutient tous les efforts visant à éviter que d'autres souffrances ne soient infligées » aux Vénézuéliens.

Le Monde avec AFP

• Le Monde. Publié le 25 janvier 2019 à 00h14, mis à jour à 10h15 : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/25/au-venezuela-juan-guaido-chef-de-l-opposition-par-hasard-president-par-effraction_5414195_3210.html

---